

*Der schweizerische Gesandte in Paris, Ch. Lardy,
an den Bundespräsidenten und Vorsteher des Politischen Departements,
N. Droz*

B

Paris, 8 juin 1887¹

Depuis la constitution définitive et la comparution devant la Chambre du Cabinet Rouvier, je ne Vous ai pas adressé de rapport politique, parce qu'il fallait laisser aux nouveaux Ministres le temps de s'installer, de se concerter et d'élaborer le commencement de programme qui fait défaut dans la déclaration ministérielle.

J'ai l'impression qu'aujourd'hui encore, nous ne sommes pas beaucoup plus avancés qu'au 31 mai; c'est ainsi que Dimanche, ayant eu l'occasion de passer l'après-midi à la campagne avec cinq ou six des membres du Cabinet, M. Rouvier m'a dit ne pas savoir encore s'il prendrait les postes avec un sous-secrétaire d'Etat parlementaire ou s'il en ferait un service administratif avec un Directeur Général; c'est ainsi que le Ministre de la Guerre M. Ferron m'a parlé avec une extrême vivacité du monopole suisse de l'alcool, et a paru s'y intéresser beaucoup plus qu'au fusil de petit calibre. Le Ministre du Commerce, M. Dautresme, semble avoir pour principale préoccupation d'établir, au 31 Mai, le bilan de l'exposition de 1889 afin de bien distinguer les responsabilités; il paraît s'être passé sous M. Lockroy des actes de camaraderie assez singuliers. Le Ministre de la Marine, M. Barbey, est un Genevois parent d'une foule de personnes connues à Lausanne et à Genève, entre autres de la famille de notre Consul Général Rivier; comme les journaux intransigeants le maltraitent beaucoup, il faut éviter, puisque M. Barbey est marin, de dire qu'il est citoyen suisse. Le Ministre de l'Intérieur, M. Fallières, se préoccupe, lui aussi, beaucoup du monopole de l'alcool; il est probable que cette question est à l'ordre du jour au sein du Conseil; quant à la politique intérieure, M. Fallières déclare indispensable de rendre les populations confiantes envers l'autorité, de gouverner en un mot, et pour cela, il est prêt à accueillir quiconque viendra seconder les efforts du Cabinet; «Le Ministère ne repoussera personne, mais n'ira demander le concours de personne; nous ne désirons pas la rupture de l'union entre les gauches, mais nous n'entendons pas sacrifier nos idées sur le rôle du Gouvernement dans un pays centralisé comme la France à une réconciliation avec qui que ce soit; il faut qu'on vienne à nous.»

Tout cela est encore assez vague, je le répète, et il faut laisser les choses se tasser, les programmes financier et politique se faire chez les membres du Gouvernement d'abord et au sein du parlement ensuite.

Pour aujourd'hui j'en viendrai donc à la *question Extérieure*.

Il y a une semaine, je Vous écrivais² que M. Flourens avait reçu de l'Ambassadeur d'Allemagne les assurances les plus pacifiques à la suite du changement de Ministère. Aujourd'hui les choses paraissent déjà moins lune de miel. M. Flourens a bien voulu, très confidentiellement, me lire cet après-midi un télégramme de Berlin du 7 Juin, soit

1. *Im Original irrtümlich* 1889.

2. *Vgl. das Schreiben von Lardy an Droz vom 1. 6. 1887* (E 2300 Paris 40).

d'hier, dans lequel M. Herbette rend compte d'un entretien avec le Comte Bismarck (Herbert) au sujet de la récente convention anglo-turque sur l'Égypte. M. de Bismarck fils dit carrément: «Nous ne voyons pas pourquoi nous nous séparerions de nos amis anglais et autrichiens dans cette affaire d'Égypte. Quel intérêt avons-nous à être agréables à un voisin constamment excité contre nous? Depuis 1870, nous jouons ce rôle de dupes; nous en avons assez; aujourd'hui Vous êtes plus violents que jamais contre nous, et jamais les idées de revanche n'ont été aussi vivaces.» Tel est le sens et presque exactement la teneur de ce télégramme; «comme Vous le voyez», a continué M. Flourens, «la Chancellerie berlinoise n'a pas changé d'attitude, et ce que M. de Münster disait il y a une semaine n'était pas l'expression de la pensée du Chancelier. «D'autre part», dit M. Flourens, «l'Allemagne ne peut pas nous déclarer la guerre; l'Empereur ne la veut pas; l'Allemagne est de mauvaise humeur parce qu'elle est dans une mauvaise situation; le prince impérial peut être considéré comme mourant; son fils a une mauvaise santé, des écoulements dans les oreilles etc. qui sont inquiétants; mais cette mauvaise humeur allemande ne se manifestera pas cette année par une déclaration de guerre à la France; je ne le crois pas; je ne voudrais pas en jurer, mais il y a des chances pour que nous gardions la paix cet été — en grande partie à cause du vieil Empereur — la détente que nous espérions dans les relations franco-allemandes n'est pas encore intervenue.»

M. Léon Say, avec lequel j'ai passé la soirée Samedi, et qui revient d'Italie, déclare qu'on se fait illusion complète dans les cercles français si l'on croit aux sentiments gallophiles des nouveaux membres du Cabinet Depretis. D'après M. Say, les Italiens ont une haine absolument incontestable de la France et cette haine est à la base de leurs relations vis-à-vis du Gouvernement français. M. Say a été peiné de la grossièreté de l'esprit du Roi; on ne retrouve rien en lui, paraît-il, des éclairs de finesse de son Père. Quant à la réconciliation du Quirinal et du Vatican, M. Say la craint beaucoup au point de vue français.

Sir Charles Dilke a été récemment appelé par M. Rouvier à venir conférer avec lui sur la situation générale. Dilke ridiculise à droite et à gauche Rouvier qui aurait avoué n'avoir aucune opinion sur la question égyptienne et aurait suggéré, au cours de la conversation, l'idée de se faire interpellé dans la Chambre pour savoir quelle attitude le Cabinet devait prendre. Sir Ch. Dilke estime, d'ailleurs, que le nouveau Ministère français agit très imprudemment; c'est ainsi que la *République française* annonçait le maintien, par le Général Ferron, du projet de M. Boulanger de mobiliser un corps d'armée (non désigné d'avance) dans la région de l'ouest; c'est ainsi encore que le Général Ferron voudrait, d'urgence, créer, avant la discussion de la loi sur l'armée, quatre nouveaux régiments de cavalerie. Tout cela est fait, selon Dilke, pour engager les Allemands à ne pas modifier leur attitude hostile. D'autre part, la France, et avec elle la Russie, fait partout en Europe des démarches pour faire échouer l'arrangement anglo-turc relatif aux affaires d'Égypte; cet arrangement doit être ratifié à un jour donné; si le Sultan ne le ratifie pas, eh bien, croit-on ici à Paris que la situation sera beaucoup meilleure? Dans la pensée de Sir Ch. Dilke, c'est s'illusionner étrangement que de croire pouvoir être en froid en même temps avec Londres et avec Berlin. Le ton de l'ancien *S[ous] Secrétaire d'Etat* de M. Gladstone impliquait, d'une façon générale, le désir de faire tomber les Français dans quelque trappe et l'impression que le Gouvernement conservateur anglais continuerait à créer à la France le plus d'embarras possible.

1. JULI 1887

769

Cette conversation avec Dilke, l'hostilité dont l'ancien ami (ou pseudo-ami) de Gambetta fait preuve, le ton d'Herbert Bismark hier ou avant-hier vis-à-vis de l'Ambassadeur de France à Berlin, les impressions de M. Say sur la pensée intime des hommes d'Etat italiens, tout cela fait réfléchir. Nous ne sommes pas encore au bout. M. Flourens espère la paix pour cet été, sans la garantir; c'est mieux que ses dires du mois de Mai, mais c'est peu.

M. Borel m'a remis la lettre que Vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 1^{er} Juin.³ Je Vous en suis extrêmement reconnaissant et ai été particulièrement heureux d'apprendre que les rapports de Paris étaient intéressants pour Vous. J'espérais bien vivement pouvoir Vous écrire moins souvent sur la politique générale, mais il faut continuer à avoir l'oreille tøndue et l'œil ouvert comme une sentinelle 'aux avant-postes. Il est bien désagréable que ce soient toujours les comparaisons militaires qui se présentent le plus naturellement devant l'esprit.

3. Nr. 345.